

Sauvons la santé!

Collectif pour la défense de l'hôpital public et du droit aux soins

Le pouvoir veut 'casser' l'hôpital public

Comme à Carhaix et à Concarneau ! Tous ensemble !

Médecins, usagers, personnels ! Gagner, c'est possible !

**manifestons pour
la défense de l'emploi
et du droit aux soins**

► **Samedi 8 Novembre
à 15h, Franklin**
(cours de la République)

- Renault : 1,5 milliard de bénéfices et 1000 suppressions d'emplois à Sandouville.
- Seuls les profits du CAC 40, des assureurs et des propriétaires de cliniques se portent bien.

**Nos vies doivent passer
avant leurs profits !**

notamment les moins favorisées. Il demande l'arrêt de la politique de mise en déficit volontaire des hôpitaux publics par le biais de la T2A (Tarification A l'Activité) qui menace l'existence même des services. Alors même que les banques centrales injectent des centaines de milliards d'euros dans les banques privées et les assurances à la suite de la crise monétaire mondiale, tout le monde voit bien que la casse relève d'un choix politique et pas d'une fatalité.

**D'autres choix sont possibles !
Ensemble, usagers, médecins,
personnels nous pouvons les imposer.**

► Que l'État paye ses dettes à la sécu, que cessent les exonérations de charges, qu'on arrête de prendre aux pauvres pour donner aux riches, c'est urgent et c'est possible. C'est le moment de défendre le droit aux soins pour tous en rejoignant le collectif des usagers et salariés, en signant et en faisant signer l'appel des médecins, en participant aux actions du collectif du personnel et des patients et soutenir celui des médecins.

C'est comme cela que les habitants de Carhaix en Bretagne ont obtenu la réouverture de leur maternité. C'est comme cela que la population de Concarneau est, elle aussi, en train de gagner.

► Le rapport de la Chambre Régionale de la Cour des Comptes vient de tomber : tous les secteurs de l'hôpital sont menacés. Le raisonnement de la cour des comptes est absurde. Celle-ci propose en effet de maintenir la "production" en supprimant massivement les emplois. Evidemment le véritable but de ce rapport est de justifier la destruction du service public : **C'est obligatoirement l'offre de soins sur le territoire qui est visée.**

Soigner sans soignant, à vous de juger !

► Médecine Chirurgie Obstétrique (MCO) : **440 suppressions de postes** (20% des effectifs)

► Psychiatrie : **104 postes** (23% des effectifs)

► **TOTAL : 544 Equivalents Temps Pleins supprimés.**

Le rapport prévoit la privatisation de la blanchisserie, de la crèche et la sortie du GHH de l'ensemble de la Gériatrie (autonomisation). Tous ces postes à supprimer sont à ajouter aux 260 postes déjà supprimés en 2007 et en 2008. Les urgences qui permettent d'accueillir notamment les populations en difficulté et les cas graves seront également touchées en psychiatrie comme en MCO ?

Et comme la casse doit être réellement visible, il faut se débarrasser de ce qu'ils appellent "l'hôpital historique" : Flaubert. Le rapport demande à ce que l'ensemble de Flaubert soit vidé pour aller sur Monod et que l'on

vende ce site pour le plus grand profit des promoteurs immobiliers "amis" de Rufenacht.

Après Millénium, Renault, au GHH, c'est l'emploi féminin (80% du personnel) qui est attaqué. Dramatique pour l'emploi sur l'agglomération, cette politique l'est aussi pour la santé publique.

Il y aurait des milliards pour financer les banques, mais rien pour la santé ?

► Les médecins de l'hôpital du Havre ne s'y trompent d'ailleurs pas. 50 d'entre eux, d'opinions politiques et de spécialités diverses viennent de signer un appel initialement lancé par des médecins parisiens. Cet appel dénonce les conséquences dramatiques qu'engendrerait le démantèlement du service public hospitalier sur la santé des populations,

→ **Signez la pétition sur www.appel-sauver-hopital.fr**

MOBILISONS-NOUS !

ZOOM

GRATUITE DU PARKING MONOD

► L'exigence est toujours aussi vive. Après les déclarations de campagne électorale, le dossier marque à nouveau une réelle absence de prise en compte, à la fois des collectivités locales (département et région) et de l'Etat.

► Faut-il rappeler que le premier geste indispensable à faire consisterait en une remise en cause de la Délégation de Service Public offerte à la société Q-Park par le Conseil d'Administration du GHH présidé par Antoine Rufenacht.

► Dans l'attente de ces mesures que pourrait susciter une intervention du sous-préfet du Havre, le mécontentement qui perdure chez les usagers, les malades et les familles, inquiète aussi vivement les personnels et le corps médical qui pointent les dysfonctionnements que génère cette déplorable situation.

► Affaire à suivre donc avec toute la détermination du collectif pour la gratuité du parking à poursuivre ses actions.

MOBILISATION CITOYENNE

Choix de société

Le choix de la cotisation sociale est celui de la solidarité, de la responsabilité sociale des entreprises, lieu où se créent les richesses, le choix d'une sécurité sociale gérée par les assurés sociaux. Au contraire, le choix de la fiscalisation, par le biais de la CSG ou de la TVA sociale, c'est celui de l'étatisation et du rationnement avec, in fine, la privatisation du système.

C'est ce système de solidarité nationale qu'est la Sécurité Sociale, avec toutes ses composantes, qui connaît une crise profonde créée de toutes pièces par le biais de nombreuses exonérations pour les entreprises au prétexte de vouloir faciliter des créations d'emplois. C'est sa conception même qui est susceptible d'être remise en cause en totalité.

Prise de conscience

Le mouvement de protestation contre les franchises médicales qui a mobilisé une partie de la population avec sa pétition (1 000 000 de signatures) indique une prise de conscience à propos de l'avenir de l'assurance maladie. Il faut poursuivre voire intensifier ce mouvement car, dans les prochains mois, par d'autres mesures lors de l'examen, en septembre, par le Parlement du projet de loi de financement de

la Sécurité Sociale pour 2009, elle verra son mode de financement modifié, en effet si cet examen a lieu en septembre 2008, c'est dès maintenant que l'on mitonne les futures lois et décrets dans les bureaux. Au programme, de nouvelles mesures de régulations des dépenses, notamment pour les maladies de longue durée (ALD), et une révision de la frontière entre solidarité

Notre corps n'est pas une marchandise !

nationale et assurance individuelle privée. L'enjeu est tout simplement de savoir comment et par qui nous serons soignés demain et à quel prix ; combien de personnes pourront bénéficier de tous les avantages de notre système de santé et combien devront renoncer à certains soins ou examens parce qu'ils n'en auront pas les moyens.

ZOOM

Empêchons M^{me} Bachelot de s'attaquer encore aux malades

Après les critiques de toutes part le directeur de l'assurance maladie a retiré de son plan les propositions de moindre prises en charge des maladies longue durée(ALD). Il proposait que les mutuelles prennent le relais. En conséquences, les mutuelles auraient certainement augmentés leurs tarifs. Certains malades chroniques vivent déjà en dessous du seuil de pauvreté et n'ont accès ni aux mutuelles ni aux assurances. Cette proposition était une condamnation à ne plus se soigner. Dans un premier temps la ministre de la santé a dit " c'est une proposition à étudier ".

La mobilisation des associations, politique, syndicales, opinion publique à fait reculer madame Bachelot. Elle a dû reculer dans les mêmes circonstances sur son idée de moins rembourser les soins dentaires et les lunettes. L'enseignement à tirer est qu'il est possible d'empêcher les mauvais coups si l'on se bat. M^{me} Bachelot n'est pas invincible. Aujourd'hui, la ministre veut abandonner le plan maladie rare à la fin de l'année. **Déjà 150 000 signatures en quelques jour sur internet ! Signez et faites signer sur le site fédération des maladies rares : la vie des malades est en jeu.**

chiffres

A savoir

En France, 15 millions de personnes souffrent d'une ou plusieurs maladies chroniques.

- 7 millions d'hypertension artérielle
- 2, 5 millions de diabète
- 3 millions de maladies rares
- 3,5 millions d'asthme
- 890 000 de psychose
- 500 000 de démence sénile
- 300 000 de polyarthrite rhumatoïde
- 500 000 d'épilepsie
- 100 000 de maladie de Parkinson
- 700 000 d'un cancer
- 50 000 de sclérose en plaques
- 30 000 du sida
- 100 000 de maladie de Crohn et de rectocolite
- 2, 5 millions d'insuffisance rénale chronique

Source : informationhospitaliere.com

Le collectif est soutenu par les organisations suivantes

• ASSOCIATIONS DE PATIENTS



• SYNDICATS



• ASSOCIATIONS CITOYENNES



• PARTIS POLITIQUES



La réduction généralisée des politiques publiques

révision générale

En Juillet 2007 François Fillon déclarait que la France était en faillite et qu'on ne pouvait pas laisser à chacun de nos enfants 19 000 euros de dettes.

L'Etat se désengage !

En Juillet 2007 François Fillon déclarait que la France était en faillite et qu'on ne pouvait pas laisser à chacun de nos enfants 19 000 euros de dettes. Avec cette déclaration autant provocatrice que fausse, le 1^{er} ministre lançait la fameuse RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) dont l'objectif principal qu'il confirmera un an plus tard, est " moins de services, moins de personnes et moins d'Etat ". Cette réforme des politiques publiques se décline en quatre chantiers :

► **un chantier budgétaire** dont la finalité est la suppression de 160 000 fonctionnaires d'ici 2012.

► **Un chantier structurel** avec une réforme des ministères et de l'Etat au niveau local, ce qui remet en cause les services de proximité et qui conduit à la fermeture de bureaux de postes, d'hôpitaux et même de sous-préfectures (115 sont menacées).

► **Un chantier GRH** (gestion des ressources humaines) qui, en introduisant la mobilité contrainte et les salaires au mérite, remet en cause le statut de la Fonction Publique.

► **Un chantier qualitatif** avec des tentatives de modernisation et de simplification des procédures en faveur des usagers, le seul " acceptable " mais qui a pour objectif de vendre les trois autres.

Pour mieux privatiser !

Même si tous les documents des Conseils de modernisation des politiques publiques mis en place par Fillon font référence à la mo-

1995 et 2006. Cette réforme ouvre la porte à l'abandon et à la privatisation des services publics.

La santé aussi !

En ce qui concerne les hôpitaux, le rapport Larcher préconise un plan d'économie de 5 milliards d'euros qui va se traduire par la réduction du nombre d'hôpitaux, 235 d'entre eux sont déclarés " vulnérables " ! Pour l'assurance

Un plan d'économie de 5 milliards d'euros qui va se traduire par la réduction du nombre d'hôpitaux



dernisation des administrations, à la qualité des services publics et à l'efficacité des politiques publiques, l'objectif central reconnu par Fillon lui-même c'est de diminuer la dépense publique et de supprimer à l'aveugle des dizaines de milliers de postes de fonctionnaires. Alors la vraie question

qui se pose pour les salarié-es et les usagers, c'est : " peut-on faire mieux avec moins de moyens ?".

A cette question, dans un récent sondage, la majorité de la population a répondu " Non ", comme elle s'oppose à la privatisation de la poste.

La RGPP ne répond pas aux besoins sociaux des usagers et surtout de ceux qui sont le plus en difficulté : les chômeurs, les travailleurs " pauvres ". Pire, elle va aggraver leur situation car il s'agit d'un désengagement majeur de l'Etat (les dépenses publiques ont diminué de 0,5 % dans le PIB entre

maladie, il s'agit de faire payer les malades qui souffrent d'affection de longue durée. ; sous prétexte que ce type de soins absorbe 40 % de l'ensemble des dépenses, l'utilisateur malade devient un usager coupable ! Enfin la création des ARS (Agence Régionale de Santé) peut laisser craindre un désengagement du système de soins public au profit du privé, avec à la mise en place à la tête de ses agences d'un " manager " qui peut venir du privé.

Tous ensemble !

On le voit, c'est l'avenir de tous nos services publics qui est en jeu. La RGPP est cohérente car elle est globale, notre riposte doit l'être aussi. On ne peut pas laisser les services publics cassés les uns après les autres, hier l'énergie, aujourd'hui la poste, demain la santé, l'éducation ... !

Rejoignez le Collectif

- en écrivant au Collectif pour l'hôpital public et le droit aux soins

C/O maison des syndicats
119 Cours de la République
76600 Le Havre

- par mail :
santesolidaire@yahoo.fr